

EDITORIAL

Élections nationales, enjeux locaux

Avec les « primaires », la France est entrée dès septembre dans une période électorale pour des scrutins nationaux en mai et juin prochains. La Fabrique Citoyenne a pour mission d'encourager tout un chacun à être un citoyen actif, informé, concerné. Nous mettons en application l'adage « *Penser global, agir local* ».

Nous aurions assez tendance à ne nous soucier que des élections locales, présumées moins enclines aux enjeux partisans ou « politiciens ». On oublie alors que le pouvoir local est intimement lié aux décisions et aux lois nationales voire internationales. Aussi, j'invite tous les électeurs à prendre part au débat pour les présidentielles et législatives.

Interpeller les candidats sur le net

Aujourd'hui, de nombreux blogs et forums permettent d'interpeller directement les candidats. Il faut aussi lire ce que ces candidats écrivent et, pour les ex ou les sortants, analyser le bilan de leurs mandats passés. Notre vie quotidienne est impactée par les décisions nationales et européennes dans tous les domaines de la vie, jusqu'à notre panier de courses. Exemple : l'étiquetage des produits selon leur niveau hygiénique, que des lobbies parviennent toujours à repousser.

La commune et l'intercommunalité elles-mêmes sont extrêmement liées aux décisions nationales et européennes dans tous les domaines, y compris pour leur budget dont une part est versée par l'Etat. Il est donc impératif de s'investir dans le débat politique, de ne pas se laisser emporter par les petites phrases des démagogues, de distinguer information et propagande et ainsi de voter pour ses idées - en tous cas au premier tour.

La Fabrique Citoyenne sera présente dans le débat sous diverses formes. Retrouvez-nous notamment le deuxième lundi de chaque mois pour un Café Citoyen sur un thème d'actualité. ■

Daniel Bourguet
Président de la Fabrique Citoyenne
du Pays de l'Or  @mauguiofabrique

L'étude d'impact de la Dreal n'a pas été sollicitée par la commune ZAC de la Font : le projet hors la loi ?

Révision du PLU, risques naturels, incidences sur les transports... quel impact aura la Font de Mauguio sur la commune ? Contrairement à l'obligation à laquelle elle est soumise, la ville n'a jamais sollicité l'avis de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) concernant ce projet de 1 000 logements et 4 000 habitants à l'est du territoire.

Cet avis consiste en une étude indépendante de celles commanditées par la commune ou son délégataire. Il est indispensable et doit être rendu public afin de permettre aux citoyens de se prononcer notamment lors des enquêtes publiques.

La ZAC de la Font de Mauguio a été créée en 2011. Or à ce jour, ni la Dreal, contactée par nous, ni la commune, interpellée en conseil municipal n'ont trouvé trace d'un tel document. Nous avons questionné les services de la préfecture sur cette absence sans obtenir une réponse précise.

Nous avons donc renouvelé notre demande avec deux questions : cette faute juridique peut-elle remettre en cause la ZAC ? Peut-on exiger, aujourd'hui, que la commune sollicite l'avis de la Dreal sur ce dossier ?



Le projet phare de la municipalité n'a pas reçu l'avis indispensable de la Dreal

En effet, d'autres enquêtes publiques vont avoir lieu, notamment une pour la révision du PLU et une autre au titre de la loi sur l'eau. Il apparaît incontournable, avant que ces enquêtes soient entreprises, que l'on dispose des attendus de la Dreal. A ce jour cette seconde demande reste sans réponse. ■

La Mogère, une gare pour rien

La Région Occitanie vient de suspendre les paiements restant à verser pour la gare de la Mogère (28 millions d'euros). Une décision liée à la faiblesse du trafic annoncé par la SNCF : 4 trains par jour en 2018, voire en 2020 si la gare TGV de Nîmes-Manduel voit le jour. Ce qui n'est pas assuré.

S'il est judicieux de réaliser le contournement de Nîmes et Montpellier pour les trains de marchandises, cela n'implique pas de créer des gares excentrées pour les TGV. Un contournement pour le seul fret aurait coûté beaucoup moins cher, tout

en engendrant moins de gêne pour les riverains. Or, le choix qui a été fait de deux gares hors ville conduira, pour les rejoindre, à perdre environ trente minutes sur le trajet vers Paris !

Autre faille, les voies ferrées se croisent à Saint-Brès, mais sans lien entre elles. Une mise en relation aurait permis aux TGV d'arriver soit à Saint-Roch, soit à la Mogère, permettant en outre à des TER de faire le lien entre les deux gares. Pire, la gare de la Mogère et les parkings sont construits... en zone inondable. ■



Des projets qui nient les risques naturels

Décidément, nos élus ont du mal à intégrer développement immobilier et risques naturels. A Carnon, le maire envisage de reconstruire l'école de voile (700 m² bâtis) sur la plage sur l'avant-port dans une zone répertoriée de déferlement ! Idem à la Grande-Motte, où il est prévu de faire migrer la zone d'activité sur les terres-pleins de l'avant-port également soumis au risque de déferlement. Palavas s'est vu refuser un permis de construire pour un projet en zone de déferlement. A Mauguio-Fréjorgues, où un projet de zone d'activité était planifié, la zone constructible devra être réduite de moitié et l'autre moitié convertie en bassins de rétention. Heureusement, l'État veille...

Brèves

• Fallait-il augmenter les impôts ?

Le compte administratif fait apparaître un report des budgets d'investissements non consommés, un bas de laine de 4 millions d'euros qui prouve qu'il n'était nul besoin d'augmenter les impôts. Bien qu'il soit prudent d'épargner un peu car il faudra bien un jour combler le gouffre financier qui nous attend sur le dossier Font de Mauguio...

• **Pulvérisation des pesticides : un nouvel arrêté ne comprendra plus de zones tampons** protégeant les habitations ! Néanmoins les communes ont le pouvoir d'imposer des périmètres de protection. La Fabrique Citoyenne demande donc à Mauguio de voter un "zéro phyto agricoles" aux abords des habitations, des crèches, des écoles, des équipements sportifs et des cours d'eau. On se rapprochera alors un peu du « Zéro pesticide, ma commune s'engage »...

• **Franc succès pour la présentation publique de l'Or Énergie.** Les deux premiers projets de production d'électricité propre portés par la nouvelle association melgorienne couvriront les besoins de 50 familles avec un investissement citoyen et rentable de 350 000 €. Contact : Bertrand Coisne 06 37 33 58 67

À Mauguio aussi, les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent

Démocratie participative, cause toujours

Dans l'entre-deux-tours des dernières municipales, le candidat à sa réélection Yvon Bourrel, talonné par une jeune Fabrique Citoyenne, s'était emparé à son tour de la belle notion de démocratie participative : « Réélisez-moi, entonnait-il en substance, et vous verrez ce que vous verrez... ». Las, dès le premier conseil municipal, le toujours maire refusa en bloc les propositions des élus de la Fabrique.



Donner la parole aux citoyens en début de conseil, d'autres le font avec succès

La suite fut à l'avenant : abandon de l'agenda 21, un bel exemple, pourtant, de concertation citoyenne ; réunions publiques sur la Font de Mauguio où la parole est refusée au dit public (sic) ; autorisation d'une usine d'enrobage aux Garrigues, près de l'école et des vignobles AOC... Heureusement,

une mobilisation citoyenne soutenue par la Fabrique a obligé l'édile à renoncer à ce projet aberrant. Les promesses définitivement enterrées, l'argument-massue est vite revenu : « J'ai été élu, c'est moi qui décide ! »

Donner la parole aux citoyens

Sans remettre en question la légitimité de la démocratie représentative, il est pourtant plus que temps de miser enfin sur l'intelligence collective, alors que de plus en plus d'électeurs se détournent des urnes ou expriment un vote de rupture. Aussi, la Fabrique Citoyenne du Pays de l'Or redemande l'application au plus vite, dans l'intérêt général, de quelques-unes de ses propositions : la parole aux citoyens avant chaque conseil ; retransmission de ces conseils sur Internet ; à Carnon, un conseil consultatif de Carnonnais ; un référendum sur les grands sujets ; un débat public d'orientation budgétaire annuel... Oser la démocratie participative, c'est enrichir la démocratie représentative. Voire la réhabiliter. ■

Pour réduire l'incinération

Compostage : jouons collectif !

Réduire le volume des déchets par l'usage de composteurs collectifs dans nos villages apparaît comme une alternative, au moins partielle, aux incinérateurs tel celui de Lunel-Viel. « 30% de nos déchets peuvent être compostés », estime le Groupe citoyen de Lansargues qui se mobilise en faveur d'une telle approche.



Composter c'est aussi créer du lien social !

Réunions de quartiers, journées d'information et de formation vont se multiplier afin de montrer « que le compostage est facile et à la portée de tous ! ». Il empêche que des produits fermentescibles soient brûlés et permet des économies sur le transport et le stockage des déchets tout en créant du lien social.

Plantes aromatiques et petits légumes

Ainsi, le Groupe citoyen souhaite « proposer l'installation de bacs à fleurs, plantes aromatiques ou petits légumes à proximité des composteurs collectifs afin que les habitants aient plaisir à jardiner ensemble et se réapproprient l'espace commun tout en utilisant le compost produit sur place ». ■

Permanences le jeudi matin, en présence de nos élus, et le dimanche matin de 10 h à 12 h.

Retrouvez l'ensemble de nos activités et notre agenda sur notre site www.lafabriquecitoyennedupaysdelor.com,

sur  La Fabrique Citoyenne du Pays de l'Or. Pour nous contacter : contact@lafabriquecitoyennedupaysdelor.com